

Appel au gouvernement luxembourgeois

Le 11 décembre 2023 les premiers ministres de l'Espagne, de la Belgique, de l'Irlande et de Malte ont conjointement appelé le Conseil européen à mener un débat sérieux au sujet de la situation humanitaire désastreuse dans la bande de Gaza lors de leur prochain sommet du 14 au 15 décembre. Ils soulignent que l'absence d'une position claire appelant à un cessez-le-feu décrédibilise l'Union Européenne. Il en va également de la crédibilité des pays membres qui n'ont jusqu'à présent pas dénoncé les bombardements indiscriminés dont est victime la population civile gazaouie.

Malgré le terrible bilan actuel, avec 20.000 morts, dont 8.000 enfants, sans compter les personnes qui se trouvent encore sous les décombres, malgré une situation humanitaire catastrophique dénoncée également par le secteur humanitaire local, le Luxembourg fait parti des pays de l'UE qui ne se sont pas encore clairement positionnés face aux crimes de guerre en train d'être commis à Gaza.

Le *Comité pour une Paix Juste au Proche Orient* (CPJPO) en appelle au gouvernement luxembourgeois sous le premier ministre Luc Frieden de faire entendre sa voix et de rejoindre le groupe des Etats européens qui appellent à un cessez-le-feu immédiat. Il ne suffit pas d'appeler à une trêve. Il faut que les bombardements cessent maintenant! Toute autre réponse à cette crise humanitaire serait irresponsable et contraire aux valeurs dont se revendiquent nos pays européens - y compris le Luxembourg - et pourra être interprétée comme complicité avec crimes de guerre voire génocide.

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, le 12 décembre 2023

